L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
BUREAUX No. 72 RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 30 JUILLET.

Paris au jour le jour.

Les péripéties de la séance d'hier étant naturellement tout intégrés aux réflexions des journaux; ce qu'il faut constater, comme témoignage du trouble des esprits, c'est que pas un journal n'avait pu prophétiser des événements.

Hier le matin, on savait que le centre gauche, d'abord favorable aux idées de conciliation, avait définitivement pris position contre le ministère, sous la pression de M. Thiers et des radicaux. Et l'on, *Le Français* est assez précis à ce sujet:

M. Thiers, qui était arrivé hier à Versailles pour la séance de l'Assemblée, s'était mis fort en colère quand il avait su le vote des nations modérées du centre gauche. Il avait eu une explication très vive avec M. Ricard, qui avait parlé en faveur de la conciliation. "Eh bien, vous aurait-il dit dans l'amertume de son emportement, —allez au Maréchal, c'est là que sont maintenant les portefeuilles." M. Thiers ne s'était pas d'ailleurs borné à ces accès de colère, il avait agi très énergiquement et fait agir ses lieutenants, notamment M. de Choiseul, pour ramener le centre droite aux radicaux.

D'après une note qui a paru dans le *Temps*, la préoccupation du centre gauche était de tirer parti du débat pour y introduire une motion républicaine qui s'adressât directement au ministère, mais que le Président pourrait accepter."

De son côté, la *Gazette de France*, avec une parfaite indélicatesse, regrettait que la discussion eût détraillé et se fût écartée de son but unique, à savoir: la discussion de la mesure prise par M. de Fourton contre le manifeste de M. le comte de Chambord.

C'est à l'indice d'une situation des plus graves. Nous ne cesserons de dire depuis plus d'un mois, que la majorité conservatrice est dissoute, qu'il n'y a plus de majorité dans la Chambre. Ce qui se passe à Versailles aujourd'hui le prouve abondamment; les nombreux ordres du jour qui se produisent, qui se entre-croisent dans qu'il soit possible de prévoir aucun d'eux pourra réunir une majorité quelconque, témoignent de l'état de désorganisation dans lequel se trouve aujourd'hui l'Assemblée.

Une majorité conservatrice n'existe plus; il s'agit de savoir s'il peut se former une autre majorité, s'il existe dans la Chambre des éléments qui, en groupant, puissent constituer une majorité républicaine. Nous en doutons d'une manière absolue; nous faisons plus que nous en doute: dans une situation pareille, la coalition a pu faire de la gauche une forte majorité; mais de cette situation, la plus avantageuse qu'aient encore pu se attribuer les gauches, à défendre une majorité, il y a un abîme.

L'impossibilité de voir se constituer une majorité quelconque nous conduit fatalement à une crise gouvernementale et à la dissolution.

On voit que cette hypothèse de la dissolution reparaît de nouveau; il y a quelques mois de toutes les conservateurs, tout pas être, admise comme possible; elle est devenue acceptable par ceux qui voient le pays vivement combattre.

Si la majorité du 24 mai et du 20 novembre [illegible] *Chambre* [illegible] *Assemblée* [illegible] *Chambre* [illegible] *Assemblée* [illegible] *Chambre* [illegible] *Assemblée*